



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
11 juin 2008
Français
Original : russe

Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Points 14, 19, 98, 122 et 123 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-troisième année

Prévention des conflits armés

La situation en Afghanistan

Désarmement général et complet

**Question de la représentation équitable au Conseil
de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses
membres et questions connexes**

Renforcement du système des Nations Unies

**Lettre datée du 6 juin 2008, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du discours prononcé par le Président de la Fédération de Russie, D. A. Medvedev, à l'occasion d'une réunion avec des représentants des milieux politiques, parlementaires et sociaux d'Allemagne, qui a eu lieu à Berlin, le 5 juin 2008 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, au titre des points 14, 19, 98, 122 et 123 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vitaly Churkin



[Original : russe]

Annexe à la lettre datée du 6 juin 2008 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Discours prononcé par le Président de la Fédération de Russie, D. A. Medvedev, lors d'une réunion avec des représentants des milieux politiques, parlementaires et sociaux d'Allemagne, qui a eu lieu le 5 juin 2008, à Berlin

Je vous demanderais de bien vouloir faire preuve de patience car mon discours sera assez long mais j'espère qu'il ne sera pas trop ennuyeux.

Je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de prendre la parole devant des représentants des milieux politiques, parlementaires et sociaux d'Allemagne. Sont aujourd'hui présentes ici des personnes liées par des années de coopération avec la Russie, dont les initiatives personnelles, les qualités professionnelles et les projets innovants développent l'esprit de partenariat et de coopération entre nos États et nos peuples.

C'est en grande partie grâce à vos efforts que nous avons pu établir des contacts aussi substantiels, aussi réguliers et aussi nombreux. J'espère que ma première visite en Allemagne en qualité de Président de la Fédération de Russie contribuera à développer ces liens et à les renforcer.

La Russie et l'Allemagne sont deux pays européens qui ont traversé des épreuves difficiles au cours de leur histoire. Ils ont progressivement renforcé leur confiance mutuelle et, ce faisant, ils ont donné un exemple véritablement unique à l'Europe, contribuant dans une large mesure à instaurer un climat de confiance croissante dans tout le continent européen.

Malgré la tragédie des deux guerres mondiales, nous avons réussi à accomplir la tâche extrêmement difficile d'établir une réconciliation historique; il a fallu du temps pour y parvenir mais les valeurs et les idéaux d'humanisme partagés par toute l'Europe qui font partie intégrante de la culture de la Russie et de l'Allemagne réunifiée ont joué un rôle déterminant dans ce processus. Je reconnais avec mon collègue, le Vice-Chancelier Steinemeyer, que les relations entre la Russie et l'Allemagne reflètent dans une large mesure les relations entre la Russie et l'Europe.

Nombreux sont ceux qui aujourd'hui se demandent quelle politique attendre de la Russie. J'ai maintes fois répondu à cette question. Je tiens à dire franchement : dans les affaires internationales, comme dans nos affaires intérieures, nous accorderons la plus haute importance à la prééminence du droit et au respect du droit international par tous les États, et en premier lieu par les grandes puissances. C'est sans aucun doute une condition essentielle pour assurer la gestion du développement mondial. Cela est particulièrement important aujourd'hui, au moment où le bipolarisme artificiel cède la place à un système international polycentré plus naturel, au cœur duquel se trouve l'Organisation des Nations Unies.

Les fondateurs de ce système, les fondateurs de l'ONU, ont fait preuve d'une grande clairvoyance; ils ont créé l'ONU en tant qu'organisation dans laquelle les pays coopèrent sur un pied d'égalité. Il faut souligner qu'il n'existe pas d'autre institution de ce type dans le monde et que, selon toute probabilité, nous n'en verrons pas d'autre dans les années à venir. Les tentatives visant à remplacer l'Organisation par des groupements « exclusifs » (comme il est parfois proposé) entraîneraient des conséquences dévastatrices pour l'ordre mondial actuel.

L'ONU doit évidemment se moderniser afin de refléter comme il convient les réalités du monde multipolaire contemporain. Le Conseil de sécurité doit être réformé sur la base d'un large consensus entre les États Membres de l'Organisation. Nous apprécions les efforts déployés par l'Allemagne afin de rechercher des solutions de compromis à ce sujet qui n'entraîneraient pas de divisions au sein de l'Organisation.

L'ordre mondial futur est directement lié au destin de l'Europe et de l'ensemble de l'espace euratlantique et par conséquent à l'avenir de la civilisation européenne dans sa globalité.

Je suis convaincu que les problèmes de l'Europe ne pourront être résolus que lorsque son identité aura été établie, ainsi que l'unité organique de toutes ses composantes, y compris la Fédération de Russie. Ayant abandonné le système soviétique et toute idée de le rétablir dans une période historique définie, la Russie a jeté les bases d'un État qui est pleinement compatible avec le reste de l'Europe ou, pour être plus précis, avec le meilleur de ce qui constitue l'héritage commun de la civilisation européenne.

Pour citer l'expression imagée de John Le Carré, la Russie est aujourd'hui « sortie du froid », après près d'un siècle d'isolement et de repli sur soi. Elle revient maintenant activement à la politique et à l'économie mondiales, avec toutes ses ressources et potentialités naturelles, financières et intellectuelles.

La Russie place son avenir dans l'innovation. Le rapide développement de ses indicateurs macroéconomiques et son haut niveau de stabilité financière, sociale et politique ouvrent de nouveaux horizons à un investissement fiable et moderne pour les acteurs sérieux intervenant sur les marchés européen et mondial.

Notre objectif aujourd'hui est non seulement d'atteindre une haute qualité de croissance économique, mais aussi de transformer l'ensemble de la structure sociale de la société, notamment en soutenant le rapide développement de la classe moyenne. C'est cette classe qui assurera une base solide au développement de la démocratie et au développement durable dans son ensemble.

Les grandes lignes de notre nouvelle politique économique à long terme sont aujourd'hui clairement définies; elle est centrée sur la modernisation complète des secteurs clefs de l'industrie et de l'infrastructure. Pour l'essentiel, il s'agit d'une révolution technologique et, dans ce contexte, l'une de nos priorités absolues consiste à renforcer la coopération avec les États européens.

Je reviendrai sur ces questions aujourd'hui. Mais une chose est claire : l'économie de marché et l'ouverture sur le monde extérieur garantissent le caractère irréversible de nos réformes.

La fin de la guerre froide a créé les conditions permettant d'instaurer une coopération véritablement égale entre la Russie, l'Union européenne et l'Amérique du Nord représentant les trois branches de la civilisation européenne.

Je suis convaincu que l'atlantisme en tant que seul principe historique est révolu. Il faut maintenant parler de l'unité de l'ensemble de l'espace euratlantique, de Vancouver à Vladivostok. C'est la vie elle-même qui dicte la nécessité de cette forme d'interaction.

Mais en ce qui concerne l'évolution des relations entre les États européens, on voit se dessiner une tendance consistant à adopter une approche sélective et politisée de notre histoire commune.

Je pense qu'il faut à ce sujet engager un débat académique, honnête et normal. L'importance de la réconciliation entre la Russie et l'Allemagne est clairement sous-estimée. Ce facteur est aussi important pour l'avenir pacifique de l'Europe que l'a été, par exemple, la réconciliation entre la France et l'Allemagne.

Nous devons en particulier comprendre les conséquences de la marginalisation et de l'isolement des États, de la mise à l'écart de zones à niveaux de sécurité différents et de l'abandon d'un système panrégional de sécurité collective. Toutes ces orientations sont malheureusement présentes aujourd'hui en Europe.

Nous ne pouvons pas non plus accepter qu'on nous prive de notre patrimoine spirituel et moral commun que représente la grande Victoire sur le fascisme. On ne doit pas oublier que les biens culturels de l'Europe n'ont pu être préservés pendant les années de guerre qu'au prix de millions de victimes en Union soviétique et dans d'autres pays européens.

Examinons avec attention la situation actuelle en Europe. Il est difficile de ne pas conclure que sa structure porte encore aujourd'hui la marque d'une idéologie héritée du passé. Il semblerait qu'une organisation comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe devrait incarner l'unité retrouvée de la civilisation européenne. Mais on ne la laisse pas faire : on ne la laisse pas devenir une structure véritablement paneuropéenne.

La cause en est non seulement son développement institutionnel inachevé mais aussi les entraves posées par d'autres structures qui ont été programmées pour perpétuer la politique des blocs.

L'OTAN n'arrive pas non plus à donner un nouveau sens à son existence. Elle essaie aujourd'hui de le faire en mondialisant ses missions, y compris en empiétant sur les prérogatives de l'ONU, comme je viens de le dire, et en attirant de nouveaux membres. Cela ne résout évidemment pas le problème.

On évoque la possibilité d'échanger l'expansion de l'OTAN à l'est contre « quelque chose d'autre », mais il me semble que l'on se fait des illusions. Je suis convaincu que nos relations avec l'alliance s'en trouveraient tout simplement rompues et sapées de manière radicale pour très longtemps. Il n'y aura certes pas d'affrontement, mais cela coûtera très cher et sera extrêmement préjudiciable.

Il est difficile de trouver meilleur exemple que l'Afghanistan pour illustrer la convergence des intérêts fondamentaux de l'OTAN et de la Russie dans le domaine de la sécurité. Nous aidons déjà activement nos partenaires à l'œuvre dans ce pays. Lors du sommet Russie-OTAN qui s'est tenu à Bucarest, nous avons franchi un pas

important en acceptant le passage en transit de convois non militaires sur le territoire russe. Nous achevons les négociations sur l'utilisation de moyens de transport militaires russes. La Russie élargit les possibilités de formation du personnel afghan des organes de lutte antidrogue et antiterroriste. C'est dans ces domaines que nous devons continuer à coopérer.

Tout ceci revêt une extrême importance pour la réalisation des objectifs que la communauté internationale s'est fixés par le biais du Conseil de sécurité de l'ONU. Doit-on mettre à mal cette coopération au nom d'une politique des blocs marquée par l'inertie?

Je suis convaincu que sans explication franche et honnête de toutes nos préoccupations actuelles nous ne pourrions pas progresser dans la construction d'une véritable grande Europe. Si nos prédécesseurs ont réussi en période de « guerre froide » à élaborer l'Acte final d'Helsinki – le fondement juridique de la construction européenne qui a traversé toutes les épreuves du temps –, pourquoi ne serions-nous pas capables de passer aujourd'hui à l'étape suivante? À savoir, élaborer et signer un instrument juridiquement contraignant sur la sécurité de l'Europe, auquel pourraient devenir également parties les organisations qui œuvrent actuellement dans l'espace euratlantique.

À vrai dire, il y a déjà eu dans le passé des tentatives de conclusion d'un tel accord. Il suffit de rappeler le Pacte Briand-Kellog de 1928, qui n'a cependant pas pu aboutir et a connu le même triste sort que la Société des Nations. Mais, aujourd'hui, alors que personne ne veut la guerre en Europe et que l'expérience du XX^e siècle nous a tous fait mûrir, un tel accord a des chances d'aboutir.

Il pourrait s'agir d'un pacte régional, qui reposerait naturellement sur les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et éliminerait toute ambiguïté sur la signification de la force comme facteur des relations au sein de la communauté euratlantique. Il permettrait également de régler les questions concernant l'indivisibilité de la sécurité et les problèmes de maîtrise des armements en Europe qui nous préoccupent tant.

Je propose de réfléchir également à l'idée de réunir un sommet paneuropéen, qui serait l'occasion de lancer le processus d'élaboration de ce traité. Il importe en vérité que tous les États – absolument tous les États d'Europe – y participent à titre individuel, en laissant à la porte toute appartenance à tel bloc ou tel autre groupe. Les intérêts nationaux, dénués de toute motivation idéologique, devraient servir de point de départ pour tous.

Le plus important, à mon sens, est de comprendre qu'à moins de réduire les dépenses militaires nous ne pourrions pas trouver les ressources nécessaires pour relever les véritables défis que sont notamment l'immigration illégale, les changements climatiques et la pauvreté dans le monde.

Ces problèmes ne peuvent pas se résoudre par la force; il faut s'attaquer à leurs racines, en prêtant mieux attention aux sources de ces maux.

Il s'agit notamment de la crise alimentaire mondiale qui touche aujourd'hui l'existence matérielle des personnes et soulève aussi des questions d'éthique lorsque les cultures servent à produire un carburant dont l'efficacité énergétique est négligeable.

Il s'agit aussi de la sécurité énergétique qui ne pourra être assurée qu'à condition que tous les participants à la chaîne énergétique unissent leurs efforts.

C'est d'ailleurs la Russie qui a soulevé la question au sommet du G-8 réuni à Saint-Pétersbourg. Nous devons toutefois aller plus loin aujourd'hui en nous appuyant sur les principes dont nous sommes convenus à l'époque. Nous sommes disposés à travailler avec l'Union européenne à la mise en place d'un dispositif d'alerte rapide dans le domaine de l'énergie, avec bien entendu la participation des pays de transit.

Nous sommes disposés à examiner également la possibilité de créer des consortiums européens pour l'exploitation de conduites de transit avec la participation d'entreprises de la Fédération de Russie, de l'Union européenne et des pays de transit. C'est précisément de cette interdépendance qu'il est question en Europe et dans le contexte de la mondialisation.

En plus de mener ce travail productif d'élaboration d'une stratégie paneuropéenne, nous devons progresser ensemble de façon novatrice dans la mise en place d'un espace technologique commun.

L'intégration européenne ne peut et ne doit s'arrêter aux rives de la Baltique ou aux frontières de l'Europe orientale. Des investissements réciproques dans les domaines de pointe sont indispensables.

L'Europe unie a objectivement intérêt à ce que les investissements russes augmentent en volume et en qualité. Nous entendons sérieusement appuyer les entreprises qui sont disposées à exporter des capitaux de manière civilisée et à participer à l'organisation conjointe de projets de production nouveaux et prometteurs. Des exemples de cette coopération fructueuse existent déjà dans des domaines aussi sensibles que ceux de l'énergie nucléaire, de l'espace, de l'aviation et de l'industrie des matériels de transport.

Toutefois, il existe aujourd'hui des restrictions à l'investissement russe dans les entreprises et projets européens qui ne sont pas justifiées du point de vue économique ou politique. Nous nous efforçons pourtant de fixer des règles claires et de mettre en place les conditions les plus favorables qui soient pour les entreprises étrangères qui développent des projets de production de haute technologie dans notre pays, et nous souhaiterions voir nos partenaires européens faire de même.

La Russie n'a nul besoin que règne le chaos ou l'incertitude dans le monde d'aujourd'hui. Nous n'avons pas d'intérêts que seuls des moyens aussi pervers permettraient de garantir.

Des appels à la retenue sont souvent lancés en direction de Moscou. Or, il nous appartient à tous de faire montre de retenue pour éviter que les problèmes ne dégénèrent et briser le cercle vicieux des mesures et ripostes unilatérales. Nous devons refuser les tentatives de forcer le cours des événements et de mener une politique du fait accompli. Il serait bon pour commencer de faire tout simplement une pause afin d'examiner où nous en sommes arrivés et ce qui nous cause préoccupation, qu'il s'agisse de la question du Kosovo, de l'élargissement de l'OTAN ou de la défense antimissile.

Il est particulièrement symptomatique de constater que pour beaucoup les discordes actuelles avec la Russie devraient pouvoir être réglées à condition d'aligner la politique russe sur celle de l'Occident. Mais nous ne voulons pas être

« adoptés » de la sorte. Nous devons dégager des terrains d'entente. Parfois certains nous disent : arrêter de vous montrer aussi difficiles et récalcitrants dans les affaires internationales, le développement de la démocratie et le respect des droits de l'homme sont des problèmes secondaires sur lesquels nous pouvons fermer les yeux. Et de nous donner en exemples d'autres pays avec lesquels on se comporte ainsi et que cela satisfait.

Je voudrais vous dire que cela ne nous satisfait pas. Tout d'abord parce que nous considérons les droits de l'homme comme l'une des grandes valeurs fondamentales. Ces droits ne doivent en aucun cas faire l'objet d'un troc. C'est pour cela que nous sommes acquis au principe d'un échange réciproque, calme et honnête, sur n'importe quel thème.

À ce sujet, je voudrais faire observer que la démocratie russe et la démocratie européenne sont liées par des racines communes. Nous avons en partage un ensemble unique de valeurs et les mêmes sources juridiques : le droit romain, le droit allemand et le droit français. J'ai déjà dit à maintes reprises que la démocratie est toujours façonnée par l'histoire et la situation nationale. Nous avons une histoire commune et partageons les mêmes valeurs humanitaires. C'est ce fondement de la pensée qui nous permet aujourd'hui de parler non seulement le même langage juridique et commercial mais aussi, j'ose l'espérer, le même langage politique.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais m'attarder sur une autre série de questions qui concernent le développement du système politique russe et suscitent actuellement un certain intérêt, ce qui est bien normal.

Mais il existe aussi de l'incompréhension voire une image carrément déformée de la façon dont ce processus se déroule dans notre pays.

Nous accordons une immense importance au perfectionnement de notre système politique et au développement des institutions de la société civile.

Je dirai d'abord quelques mots sur les efforts que nous déployons pour instituer un système de partis à la fois mûr et opérationnel, qui a d'emblée été l'un des objectifs de la démocratisation de notre pays. Il faut admettre que le chemin n'a pas été facile, qui est allé de l'apparition d'une multitude de petits partis éphémères, ne représentant parfois qu'une seule personne, à la création de partis importants, influents et responsables.

Ce processus est loin d'être achevé. Lorsque nous parlons de mettre en place un système de partis, nous oublions que dans de nombreux pays – dont l'Allemagne – ce travail a pris des décennies, alors que nous ne nous y consacrons que depuis 10 années à peine. Toutefois, le fait que quatre partis ont pu représenter leurs électeurs aux deux dernières législatures de la Douma d'État, le Parlement russe, est déjà source d'optimisme.

Les lois électorales révisées ont considérablement contribué à l'édification d'un système de partis stable et prévisible. Cela a été possible tout d'abord grâce aux élections sur des listes de partis et aux seuils relativement élevés qui ont été imposés aux partis pour l'obtention des suffrages. Ces décisions ont été prises en toute connaissance de cause pour renforcer notre système politique afin qu'il ne s'éparpille pas.

J'estime que ces mesures étaient non seulement justifiées, mais qu'elles étaient aussi nécessaires. Elles étaient en outre conformes à nos idées, aux valeurs internationales et aux besoins du système politique russe.

L'appui aux organisations non gouvernementales reste notre priorité absolue. Vous savez que jusqu'en 2006 une proportion importante de ces organisations étaient principalement financées de l'étranger. Je doute qu'un quelconque pays développé puisse tolérer un afflux aussi considérable de capitaux étrangers dans son « secteur tertiaire ». Nous avons donc décidé de mettre nos propres ressources à la disposition des structures russes de la société civile. Cette décision était légitime. Désormais, nous allouons chaque année des montants de plus en plus importants à ces organisations non gouvernementales, y compris au moyen du budget de l'État. À cet égard, je ne peux pas ne pas mentionner le travail fructueux accompli par la Chambre publique de la Fédération de Russie. L'expérience a démontré la nécessité de cette structure qui contribue essentiellement au développement de l'ensemble de la société civile.

Nous souhaitons vivement l'apparition d'organisations non gouvernementales aussi nombreuses que possible, qui joueraient un rôle dans les domaines de l'autonomie locale, du renforcement de la tolérance et de la concorde entre les nationalités.

Le dialogue interconfessionnel qui se poursuit sans discontinuer joue un rôle très constructif. Il me faut à ce sujet signaler que le nombre d'organisations religieuses enregistrées en Russie a été multiplié par cinq au cours des dernières années.

Nous comprenons bien, cependant, que la question des tensions interethniques a commencé à prendre une dimension mondiale et qu'elle constitue désormais un véritable problème dans de nombreux pays européens. Je propose que nous unissions nos efforts pour mettre au point des démarches communes en vue de résoudre ces problèmes si complexes.

Je passerai à une autre question d'actualité, qui concerne les mass médias et leur liberté. Je conviens entièrement que cette liberté doit être préservée, et que cette protection doit s'exercer dans le cadre de la loi. Il y a plusieurs années, les médias devaient être protégés contre l'assujettissement aux entreprises privées, aujourd'hui ils doivent l'être contre les pressions exercées par l'appareil administratif à tous les niveaux.

Cependant, à bien des égards, comme j'en ai parlé avec la Chancelière fédérale aujourd'hui, nous sommes arrivés au seuil de la liberté complète des médias – je ne veux pas parler ici de la Russie mais de la situation dans l'ensemble du monde –, cette liberté accompagne le progrès technologique, et surtout le développement inéluctable du réseau mondial de l'Internet. Pour ne donner qu'un exemple, il n'y avait qu'environ 3 millions d'internautes en Russie en 2000. L'année dernière, il y en avait déjà entre 30 et 35 millions – c'est-à-dire un Russe sur trois ou quatre – et, selon les experts, la tendance devrait se poursuivre à un rythme rapide.

Cette situation met en relief non seulement l'importance de la liberté des médias, qui est déjà garantie aujourd'hui par l'avancée des technologies numériques, que personne ne peut plus interrompre, mais aussi celle de savoir comment préserver les valeurs morales et culturelles dans cet espace informatique commun. Il ne s'agit pas tant d'une question nationale que d'un problème qui se

pose à toute l'Europe et à l'ensemble du monde. C'est l'un des graves défis que la civilisation tout entière doit relever.

Les plans de développement à long terme de la Russie et la place de celle-ci dans l'Europe et dans le monde ont déjà été examinés à plusieurs reprises, et le seront encore, avec votre participation, notamment au Forum économique de Saint-Petersbourg. J'espère vous revoir nombreux dès demain dans notre capitale septentrionale.

Je tiens à souligner que nous savons parfaitement à quel point la voie novatrice de développement que notre pays s'est choisie est difficile – ce n'est pas une route facile à suivre même pour une grande puissance économique comme l'Allemagne. C'est pourquoi nous souhaitons approfondir notre coopération scientifique et technique et notre collaboration dans le domaine de l'éducation, et ceux de l'appui aux petites et moyennes entreprises et de la coopération entre nos grandes entreprises également.

L'amélioration constante et systématique du climat des affaires, la levée des barrières administratives excessives, la lutte contre la corruption – qui constitue un problème grave dans notre pays –, l'apport de tout l'appui possible aux petites entreprises (mes premières décisions ont précisément porté sur ces questions) et, bien entendu, le renforcement du rôle du droit et de la législation dans notre société et notre État, ainsi que la création d'un appareil judiciaire indépendant et efficace, sont autant d'éléments qui forment la base de notre programme d'action économique.

Nous travaillons activement à la réalisation notamment de ces objectifs complexes et extrêmement importants pour nous. Je le répète, tout ce travail suppose de promouvoir la primauté du droit, ce droit qui est là pour protéger les intérêts de la population et pour défendre son honneur et sa dignité.

Je propose que nous étudions également la possibilité d'exécuter des projets conjoints dans les domaines que je viens d'énumérer. On pourrait envisager des stages réciproques de juristes et de juges. Nous pourrions également organiser des programmes communs de formation des fonctionnaires. Les 10 années de contribution de l'Allemagne au Programme présidentiel de formation des gestionnaires constituent une bonne base sur laquelle s'appuyer pour ce travail. Pendant toutes ces années, la Russie a formé environ 3 500 spécialistes par le biais de ces activités et, depuis 2006, une centaine de stagiaires allemands viennent s'y perfectionner chaque année dans le cadre des programmes de coopération russo-allemands.

Ces spécialistes sont très demandés dans les régions russes. L'intégration régionale a également ouvert de nouvelles perspectives de coopération avec les Länder fédéraux allemands. Nous devons apprendre à communiquer dans la même langue, comme Saint-Petersbourg, les régions de Novgorod, Kaliningrad et Kalouga et les Länder allemands concernés l'ont fait.

Nous souhaitons en outre poursuivre notre coopération pratique sur des questions très importantes du développement mondial. La Russie soutient sans réserve les efforts déployés par l'Allemagne pour renforcer la coopération européenne dans le domaine du climat, y compris en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz carboniques dans l'atmosphère. Nous sommes ouverts au dialogue sur toutes les questions de protection de l'environnement, y compris les problèmes de l'Arctique. Aujourd'hui, dans de nombreux pays du monde, dont la Russie et l'Allemagne, on fête la Journée internationale de la protection de

l'environnement. Notre pays célèbre pour la première fois, aujourd'hui aussi, la Journée des écologistes. J'en profite pour saluer tous ceux qui travaillent dans ce domaine. Il y a deux jours, j'ai tenu une réunion sur ce thème et signé un décret spécial donnant des instructions en matière d'écologie.

Les échanges commerciaux entre la Russie et l'Allemagne ont été multipliés par quatre au cours des six dernières années. Leur valeur a eu un niveau record l'an dernier, en dépassant les 52 milliards de dollars. L'Allemagne est le plus grand fournisseur de la Russie en produits d'importation, dont 90 % sont constitués de véhicules, d'équipements et de produits métallurgiques. Dans les prochaines années, la Russie deviendra pour l'Allemagne le deuxième pays importateur, après les États-Unis, dépassant même la Chine. L'Allemagne est également l'un des principaux investisseurs présents en Russie, avec des placements dont la valeur totale s'élève déjà à 28 milliards d'euros.

Il existe d'autres grandes possibilités manifestes de coopération entre les scientifiques russes et allemands. La mise au point d'applications et l'utilisation rationnelle des droits de propriété intellectuelle conjoints sont des thèmes particulièrement importants à cet égard.

Il appartiendra à la jeune génération de poursuivre la coopération russo-allemande et de la nourrir de nouvelles initiatives. Vous n'êtes pas sans savoir que les contacts de la jeunesse forment déjà une partie importante de notre collaboration. Le poète et penseur allemand Schiller n'a-t-il d'ailleurs pas écrit que l'homme grandit quand son but s'élève?

Tout ce que nous investissons dans nos jeunes aujourd'hui portera ses fruits demain. Je suis convaincu que notre contribution à leur éducation, à l'épanouissement de leur intelligence et de leurs talents et à l'enrichissement de leur esprit sera aussi une contribution au progrès et à un avenir sûr pour nos deux peuples comme pour l'Europe tout entière.

Nos compatriotes, à commencer par les Russes allemands, constituent une autre source évidente de rapprochement. Leurs avis et leur expérience particulière du développement de nos relations sont une sorte d'épreuve de vérité pour la coopération entre nos pays, et nous aident à nous affranchir des vieux préjugés.

À ce sujet, je suis très sensible à l'idée de moderniser nos liens humanitaires. Bien entendu, c'est une chose sur laquelle nous devons travailler ensemble, en mettant à profit l'appui du public, l'intérêt des médias et l'infrastructure des liens entre nos différentes régions et religions.

Quand on se trouve à Berlin, on ressent vivement à quel point l'histoire et la modernité, le souvenir du passé et la représentation de l'avenir sont étroitement mêlés. Berlin est une ville que tous les Russes connaissent et qui renferme un lieu privilégié pour bon nombre d'entre eux.

Le Berlin d'aujourd'hui est une ville vivante, excitante, tournée vers l'avenir. Il est en cela pareil à Moscou, qui possède aussi son caractère, sa dynamique et son énergie propres. Nous ressentons particulièrement ici que l'histoire nous rapproche au lieu de nous séparer. Je suis convaincu que ceux qui ont compris cette vérité auront toujours tout à gagner.